SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 14 FÉVRIER 1871.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi qui approuve la con- vention conclue, le 12 décembre 1870, pour le déplacement de l'établissement de la Monnaie.

(Voir les Nos 71 et 78 de la Chambre des Représentants, et le N^o 17 du Sénat.)

Présents : MM. FORTAMPS, ff. de Président, Rapporteur ; BISCHOFFSHEIM, le
Baron BETHUNE, le Baron COGELS-OSY, DEVADDER, Hippolyte VAN DE
WOESTYNE et VERGAUWEN.

MESSIEURS,

Depuis longtemps déjà, l'insuffisance des locaux occupés pour le service du bureau de poste de Bruxelles a été constatée et sa situation peu centrale a été l'objet de nombreuses réclamations. A diverses reprises aussi, des plaintes légitimes se sont élevées sur les inconvénients du maintien, au milieu de l'un des plus beaux quartiers de la capitale, de l'hôtel des Monnaies. Enfin, lors de la discussion du Budget des Travaux publics, plusieurs membres de la Législature ont demandé que le bureau télégraphique général de Bruxelles fût établi vers le centre du mouvement commercial, et, autant que possible, non loin de la Bourse.

Il serait satisfait, d'une manière qui paraît heureuse à la majorité de votre Commission des Finances, à toutes ces réclamations, parfaitement justifiées, par l'adoption du Projet de Loi soumis à son examen.

Les Administrations des Postes et des Télégraphes seraient établies sur un terrain ayant près d'un demi-hectare de superficie (46 ares 19 centiares 5 millièmes), aboutissant à quatre voies de communication des plus importantes : la place de la Monnaie, le Boulevard central, les rues des Fossés-aux-Loups et de l'Évêque.

L'hôtel des Monnaies serait établi à Saint-Gilles, à la nouvelle chaussée d'Uccle, sur un terrain d'une superficie de 66 ares 75 centiares. Ce terrain serait acquis par voie d'échange avec une autre propriété appartenant à l'Etat, située rue de Prusse.

Le principe même du Projet de Loi a été mis aux voix et adopté par six voix contre une.

L'application du principe a fait également l'objet d'une discussion au sein de votre Commission; cette application a été adoptée également par six voix contre une, le membre opposant ayant émis l'opinion qu'il n'y avait aucune nécessité d'établir un hôtel des Monnaies appartenant à l'État et de le mettre, sans indemnité, à la disposition d'un directeur des Monnaies, qui perçoit à son profit exclusif les frais de monnayage.

Ce membre est persuadé, d'ailleurs, que les nécessités de la circulation monétaire seraient parfaitement satisfaites si la fabrication des monnaies était abandonnée à l'industrie privée, sous le contrôle du Gouvernement, non plus dans un hôtel des Monnaies appartenant à l'État, mais dans des établissements particuliers, créés par des sociétés ou par des industriels.

La Commission tout entière a été d'avis que, avant de commencer aucune construction pour l'établissement de l'hôtel des Monnaies, il serait nécessaire qu'un plan complet fût arrêté, afin que la Législature fût appelée à statuer, en connaissance de cause, sur l'ensemble des dépenses qui pourront être mises à la charge du Trésor public. La Commission fait remarquer qu'aucun renseignement n'a été présenté à cet égard jusqu'à présent.

Le Projet de Loi a été ensuite adopté par six voix contre une.

Le Membre ff. de Président-Rapporteur,
FORTAMPS.